



Syndicat CGT du Conseil
départemental du Gard
333 chemin Du Mas de Boudan -
30000 Nîmes
Tel : 04 66 76 95 70 ou 71 06 07
99 36 85
Email : cgt@gard.fr
Site : [www.cd30.reference-
syndicale.fr](http://www.cd30.reference-syndicale.fr)
Facebook : [cgt.cdguard](https://www.facebook.com/cgt.cdguard)



LE 7 DECEMBRE 2021 LE SOCIAL PUBLIC/PRIVE MOBILISE POUR : DES MOYENS POUR ACCOMPLIR LEURS MISSIONS AU SERVICE DE LA POPULATION L'AUGMENTATION DES SALAIRES

A l'appel de l'intersyndicale CGT Sud Solidaire les personnels du champs social et médico-social public privé étaient massivement en grève mardi 7 décembre 2021. Nombres d'établissements ou services (MECS, IME, ITEP, SESSAD, Hôpital, PJJ, CD, Centre maternel, associations etc) étaient fermés pour être dans la rue exprimer leur colère face à un gouvernement qui fait la sourde oreille faisant preuve de mépris envers celles et ceux qui répondent toujours présents malgré un état d'épuisement et un manque de moyens dévastateurs pour la prise en charge et l'accompagnement des enfants et des familles.

La CGT avec d'autres ont demandé à plusieurs reprises et continuent à revendiquer qu'il est urgent de poser une réflexion sur l'organisation des services d'accompagnement des plus précaires pour stopper l'hémorragie dans les services.

Aujourd'hui, les professionnels de notre collectivité comme d'autres établissements sont à bout, quittent les services sans aucune perspective préférant cette situation précaire plutôt que de continuer à subir une maltraitance institutionnelle qui dégrade la santé.

Aujourd'hui, dans notre département comme dans d'autres lieux, les mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance sont mis en danger par le manque de moyens, quand ils ne sont, tout simplement, pas laissés de côté faute de place.

Aujourd'hui, le travail pluridisciplinaire est quasi impossible à mener tant les professionnels sont débordés : plus de soutien technique auprès des assistants familiaux, moins de lien avec les partenaires. Le rallongement budgétaire effectué par les élus du département cet été pour répondre en urgence au problème des placements et mesures éducatives du moment reste insuffisant.

Le gouvernement continue à se délester sur les départements des obligations de l'Etat sans compensations financières mettant en mal la population gardoise, les agents qui effectuent leurs missions au mieux qu'ils peuvent avec trop peu de moyens. Au-delà des services de la protection de l'enfance c'est tous les services de la DGADS qui sont impactés.

Quel rôle choisissent les élus du Département du Gard dans cette situation ?

La CGT avec les salariés, attendent d'eux, des prises de positions politiques claires :

- **Ne plus utiliser l'argument de la masse salariale trop importante dans le budget pour ne plus créer de postes de titulaires nécessaires.**
- **Exiger les compensations budgétaires auprès du gouvernement.**
- **Mener une politique sociale affirmée, en pointe face à la paupérisation de notre population.**

Midi Libre

Gard : la colère des salariés du secteur social et médico-social



Dans le cadre d'une grève nationale, plusieurs actions sont organisées ce mardi dans le Gard par les salariés du secteur social et médico-social. A Nîmes, la manifestation matinale a réuni plus de 800 personnes.

Alès, Bagnols-sur-Cèze, Anduze, le Grau-du-Roi ou encore Nîmes. Piquets de grève, rassemblements ou manifestations. Ce mardi, pas moins de 11 actions sont organisées dans le Gard dans le cadre de la journée nationale du secteur social et médico-social.

A Nîmes en matinée, après un rassemblement au pied de l'antenne départementale de l'Agence régionale de Santé (ARS), une manifestation a réuni plus de 800 personnes, bien au-delà des 300 espérées et annoncées par les organisateurs (Sud, CGT, FO, CNT et Collectif du travail social 30). Un an et demi après les premières revendications, le mouvement ne s'essouffle pas, au contraire.

Les revendications

Que réclament ces salariés ? Davantage de moyens, des embauches, une revalorisation salariale, une inclusion dans les mesures du Segur de la Santé...

"Stop à la marchandisation de notre secteur !, résume Franck Walther (Sud santé sociaux). Mise en concurrence des associations et des structures, appels à projets, facturation à l'acte, dividendes aux actionnaires... C'est ce jargon marchand qui régit aujourd'hui notre secteur alors que par définition, il est non-lucratif. Nous, on est dans l'humain."

MATHIEU LAGOUANERE

Cette journée d'action largement réussie dans toute la France, dans le Gard plus de 1000 personnes rassemblées. Cette mobilisation en appelle d'autres en janvier